

De la critique et autres maux

Louise Vigeant

Numéro 95 (2), 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/25880ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vigeant, L. (2000). De la critique et autres maux. *Jeu*, (95), 8-9.

Éditorial

De la critique et autres maux

L'exercice de la critique est très difficile au Québec, presque impossible même. Il en a souvent été question sur bien des tribunes. Certaines raisons ont déjà été évoquées pour expliquer ce phénomène : le milieu culturel étant petit, il peut sembler délicat de juger de la création de gens que l'on est appelé à côtoyer ; bien des artistes ont de la difficulté à tirer la ligne entre la critique de leur travail et celle de leur propre personne (certains reprochent pratiquement au journaliste d'avoir attaqué un « membre de la famille » ; dans ces conditions, comment discuter ?) ; nous n'avons pas ou avons peu de tradition en la matière, le Québec n'étant scolarisé que depuis quelques générations ; enfin, on ne peut pas dire que notre société valorise beaucoup les débats d'idées (n'oublions pas que pour bien des jeunes, et des moins jeunes, être traité ou traiter quelqu'un d'« intellectuel » relève de l'insulte).

On aura vu récemment, avec « l'affaire Pinard », comment il est téméraire même de mettre en doute la qualité du travail artistique... À quand une société québécoise moins frileuse et surtout des interlocuteurs qui ne se cachent pas derrière de faux prétextes pour éviter les débats ? Rien de plus facile que d'invoquer la liberté d'expression pour se justifier de tout et se soustraire à la réflexion. Ne sommes-nous pas à l'ère où un « chacun son opinion ! », lancé d'un air entendu comme s'il s'agissait d'une grande vérité immuable, clôt bien des discussions ?

Or les débats sont l'oxygène d'une société démocratique. Et je continuerai toujours à affirmer que la critique fait partie intrinsèque de la vie culturelle et qu'il est indispensable que des critiques jugent de la place d'une œuvre dans le paysage culturel, de son originalité, de ses qualités et de ses faiblesses. Je continuerai aussi à penser que, quoi qu'en disent certains, tous les spectacles ne se valent pas et que le spectateur doit pouvoir compter sur un spécialiste, que nous souhaitons le plus éclairé possible (grâce à sa formation, son expérience, sa sensibilité), pour l'aider à se faire une idée sur ce que les théâtres lui proposent, alors que son temps est précieux et son budget, limité. Alors, quand j'entends des phrases comme « On sait bien, les critiques n'aiment rien... » ou « Les critiques ne sont pas capables d'accepter quoi que ce soit de nouveau... », je fulmine. D'une part, c'est tout à fait faux. Mais les artistes, souvent, ne relèvent les bons mots des critiques qu'au moment de constituer leur dossier de presse en vue des demandes de subventions... D'autre part, il faudra bien accepter l'idée, un jour, que la pratique de la critique est différente de la publicité ou de la simple information et que, par conséquent, il se peut qu'une critique soit défavorable.

Il est important que le lecteur des journaux, l'auditeur de la radio ou le téléspectateur soit informé aussi bien par les commentaires des spectateurs professionnels que sont les critiques que par les pré-papiers ou les entretiens avec les artisans des spectacles. Je rêve peut-être, mais il me semble que nous pourrions vivre dans un milieu où l'on n'entendrait pas dire, à la télé, pendant un gala censé saluer le travail d'artistes de la

scène, que les « critiques sont parmi les pires maux de l'humanité ». Il y a de ces exagérations qui frôlent le ridicule ! En fait, on a l'impression qu'il ne faudrait jamais dire quoi que ce soit qui interroge, interpelle, remette en question.

La médiocrité peut exister partout : à la télévision, à la radio, au théâtre...

La médiocrité existe. Mais, au Québec, il ne faudrait jamais la nommer. La dorénavant célèbre « affaire Pinard » nous a encore donné l'occasion de constater combien il est hasardeux de la dénoncer. En fait, la sortie du chef ne portait pas tellement sur le droit des humoristes à choisir tel ou tel sujet, ou cible, mais sur celui de ceux qui les écoutent (ou les subissent) de dénoncer la bêtise. Daniel Pinard a eu raison de piquer cette colère, et ce à double titre : premièrement, il a été victime d'une discrimination telle qu'il ne pouvait pas laisser passer la chose sans réagir, par simple respect de lui-même et aussi de tous ceux qui, comme lui, ont souffert et souffrent encore de discrimination sans toujours avoir les mêmes moyens de la combattre ; deuxièmement, comme auditeur ou comme spectateur, il a senti, comme un très grand nombre, qu'il était temps que l'on s'interroge sur l'état de l'humour en notre belle province. Heureusement, il semble que ses propos auront porté. Pour une fois, on a pu assister, dans les médias, à un débat public où s'entendaient des arguments de fond.

D'une certaine manière, Daniel Pinard a fait œuvre de critique. Quelques journalistes avaient avant lui déploré la bassesse de certains propos supposés humoristiques ; cependant, il faut bien l'avouer, son statut de vedette a donné des ailes aux dires du citoyen offensé. Mais qu'a donc dit Daniel Pinard ? Il a déclaré qu'il jugeait médiocre le travail de certains artistes : il avait des arguments. Il a déploré le peu d'imagination de certains et, surtout, il a signalé la profonde inutilité, voire les méfaits, d'une pratique que d'aucuns se vantent d'appeler de « l'art », alors qu'elle relève de l'industrie culturelle à son plus dégradant. Et il a appelé à une certaine éthique dans la pratique de l'humour. En agissant ainsi, il a engendré un débat profitable sur le niveau d'exigence du public à l'égard de ses artistes. Il ne s'agit pas, ici, de dire que tout ce qui est médiocre, dans notre culture, est offensant, au même titre que ce que Daniel Pinard dénonce, ni de faire une campagne moralisatrice, mais de profiter de l'occasion pour rappeler qu'il est nécessaire parfois de pousser des hauts cris dans cette société qui a tellement peur des remises en question. Or pousser des hauts cris, loin de constituer un crime odieux, participe de la résistance à la platitude et à la banalisation.

LOUISE VIGEANT